

United Nations Resolutions on Palestine and the Arab-Israeli Conflict : 1980. Beyrouth, Institute for Palestine Studies, 1981, 94 p.;

Kahhaleh Subhi., *The Water Problem in Israel and its repercussions in the Arab-Israeli Conflict*, Beyrouth, Institute for Palestine Studies, Coll. « IPS Papers », No 9 (E), 1981,

Kubursi Atif., *The Economic Consequences of the Camp David Agreements*, Beyrouth, Institute for Palestine Studies, 1981, 190 p.

Louis-Jean Duclos

Volume 14, Number 1, 1983

La politique étrangère du Canada dans les années quatre-vingt

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701488ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701488ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Duclos, L.-J. (1983). Review of [United Nations Resolutions on Palestine and the Arab-Israeli Conflict : 1980. Beyrouth, Institute for Palestine Studies, 1981, 94 p.; / Kahhaleh Subhi., *The Water Problem in Israel and its repercussions in the Arab-Israeli Conflict*, Beyrouth, Institute for Palestine Studies, Coll. « IPS Papers », No 9 (E), 1981, Kubursi Atif., *The Economic Consequences of the Camp David Agreements*, Beyrouth, Institute for Palestine Studies, 1981, 190 p.] *Études internationales*, 14(1), 190–191. <https://doi.org/10.7202/701488ar>

Tous droits réservés © Études internationales, 1983

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

é
rudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

conception globale et comparative, et d'une perspective historique. La série de Publications du BIT sur les « Relations Professionnelles » a été tout simplement ignorée malgré son importance.

Il est bien évident qu'un livre de cette nature ne peut pas être exhaustif. L'effort réalisé par le professeur T. Kennedy mérite tout notre respect, mais les attentes des étudiants et des spécialistes des relations professionnelles nous ont inspiré ces critiques et ces commentaires dans l'esprit de situer le thème d'étude – redécouvert et révalorisé dès la moitié des années 1970-1980 à cause de la crise – dans une perspective plus large.

Julio César NEFFA

CNRS – (CREDAL), Paris

MOYEN ORIENT

UNITED NATIONS RESOLUTIONS ON PALESTINE AND THE ARAB-ISRAELI CONFLICT: 1980. Beyrouth, Institute for Palestine Studies, 1981, 94 p. KAHHALEH Subhi., *The Water Problem in Israel and its repercussions in the Arab-Israeli Conflict*, Beyrouth, Institute for Palestine Studies, Coll. « IPS Papers », No 9 (E), 1981, KUBURSI Atif., *The Economic Consequences of the Camp David Agreements*, Beyrouth, Institute for Palestine Studies, 1981, 190 p.

L'Institut d'Études Palestiniennes (Institute for Palestine Studies = I.P.S.) de Beyrouth, fondé en 1963 s'est fait connaître honorablement de la communauté scientifique par la qualité de ses publications. Marquées certes, d'un biais idéologique bien compréhensible en faveur de l'OLP au point d'en refléter parfois les méandres conjoncturels, mais bénéficiant du soutien des riches centres de recherche du Golfe, celles-ci émanent de spécialistes souvent bien connus des milieux universitaires arabes, européens ou nord-américains. L'IPS dispose ainsi des moyens de réaliser des étu-

des ou des montages documentaires intéressants sur un certain nombre d'aspects de la crise du Moyen-Orient, volontiers négligés par une information israélienne surabondante mais aussi surabondamment orientée.

Après la parution d'ouvrages tels que ceux d'E. SAID (*The Palestine question and the american context*, 1979), et de K. KHALIDI (*Soviet Middle East policy in the Make of Camp David*, 1980), la production de 1981 dont quelques échantillons sont analysés ci-après aura été, à n'en pas douter, un bon cru, y compris en ce qui concerne les publications de caractère systématique.

Tel est ajustement le cas du fascicule intitulé *United Nations Resolutions on Palestine and the Arab-Israeli Conflict*, 1980. Faisant suite à des travaux analogues parus en 1975 – pour la période 1947-1974 –, en 1977 – pour 1975 et 1976 –, puis à chacun des millésimes suivants pour la dernière année écoulée, cette publication dont il faut espérer que la série se poursuivra autant que nécessaire, prolonge la série ininterrompue des résolutions de l'ONU relatives au conflit israélo-arabe depuis ses origines. Comme les précédents, le présent volume reproduit à partir des sources officielles les résolutions de l'Assemblée générale (18), du Conseil de Sécurité (12) et des organes subsidiaires de l'Organisation: Conseil économique et social (7), Unesco (4), OMS (2) et OIT (1). Le détail des votes figure généralement à la suite de chaque résolution; celui des votes de l'Assemblée générale, pour quinze d'entre eux, fait l'objet en Annexe d'un tableau récapitulatif facilement exploitable. En Annexe aussi figure un projet de résolution du Conseil de Sécurité repoussé par un *veto*. Bien que quelques améliorations puissent encore être apportées (index, indications des auteurs des résolutions), cette collection de documents est déjà un précieux outil de travail.

Avec la série des « IPS Papers » dans laquelle *The Water Problem in Israel and its Repercussions in the Israeli-Arab Conflict* de Subhi Kahhaleh porte le n° 9, il ne s'agit plus de documentation primaire mais d'études ponctuelles de caractère généralement politique. Parmi une vingtaine de numéros déjà

parus on notera, en plus des deux titres mentionnés plus haut, les contributions de P.M. de La Gorce (N° 10: *French and European Policy towards the Arab-Israeli Conflict*) et de M.H. Kerr (N° 14: *America's Middle East Policy: Kissinger, Carter and the Future*). Quoique mince en volume, la contribution de Subhi Kahhaleh, ancien ministre des gouvernements jordanien et Syrien, ancien haut fonctionnaire de la Ligue arabe pour les questions des eaux du Jourdain, est importante. Il expose avec compétence et sobriété l'implacable réalisation des ambitions israéliennes qui ne visent pas moins qu'à l'appropriation de près de la moitié des ressources du bassin du Jourdain (1 450 millions m³) dont le territoire israélien dans ses limites d'avant 1967 n'occupe pourtant que 25 % (p. 25). Sans indignation superflue, l'auteur fait bien comprendre ce qu'avait d'inadmissible aux yeux des Arabes un plan Johnston (1959) qui prévoyait de puiser de l'eau au profit d'Israël en plein territoire syrien (Hasbani) ou syro-jordanien (Yarmouk). De toute façon, Israël avait d'autres idées et tout d'abord celle d'irriguer le Néguev à partir d'eaux détournées du Jourdain, projet d'abord condamné (1953) puis toléré par les Américains et enfin réalisé. Le moindre intérêt de cette étude n'est pas de montrer combien les besoins hydrauliques d'Israël sont en soi belligères: dès 1951 les travaux effectués dans les zones démilitarisées israélo-syriennes furent considérés par l'ONU, Américains compris, comme une violation des accords d'armistice; le pompage des eaux du lac de Tibériade au profit du Néguev (1964) et les autres projets arabes de récupérer en amont de quelque 300 millions de m³ contribueront largement à un déclenchement de la guerre de 1967 et justifieront quinze ans plus tard l'annexion du Golan; l'auteur conclut enfin dans un dernier chapitre que les besoins hydrauliques d'Israël conduisent nécessairement ce dernier à exiger un partage forcé des eaux du Yarmouk avec la Jordanie, du Litani avec le futur État libanais, voire du Nil avec le partenaire de Camp David.

L'impérieuse nécessité d'accéder aux ressources arabes, telle est également la conclusion que Atif Kubursi tire de l'observation de la situation économique d'Israël dans « *The*

economic consequences of the Camp David agreements. Dans cet ouvrage au titre quelque peu circonstanciel l'auteur qui enseigne l'économie à l'Université McMaster (Hamilton) manie avec virtuosité des modèles les plus sophistiqués. Appliqués à l'analyse de l'économie israélienne (Chap. II et III), ils font apparaître des résultats peu encourageants si ce n'était les perspectives de « subjugation économique » accrues de la Cisjordanie et de Gaza ouvertes par les accords de Camp David (Chap IV) et, à plus long terme, à la faveur de la « normalisation » souhaitée par Jérusalem, le partage des ressources hydrauliques et de main-d'oeuvre non qualifiée de l'Égypte, (Chap V). Si tout continue d'aller aussi mal, ce processus s'étendra même au pillage des hydrocarbures et des réserves financières des autres pays arabes (Chap. VI), au prix du maintien de ceux-ci dans la sous-industrialisation comme l'indique sans ambiguïté le précédent des territoires occupés.

À la vérité, il ressort de la lecture des trois ouvrages recensés ci-dessus qu'aucune paix n'est possible, ni surtout souhaitable, avec Israël, tel qu'en lui-même il persévère, dans les conditions de Camp David. Malheureusement, ni l'ONU, ni MM. Kahhaleh et Kubursi ne proposent d'alternative crédible. C'est peut-être qu'il n'y en a pas.

Louis-Jean DUCLOS

*Fondation Nationale des Sciences Politiques,
Paris*

ALGÉRIE

CHIKH, Slimane, *l'Algérie en armes ou le temps des certitudes*, Paris, Economica, 1981, 512 p.

L'Algérie célèbre cette année le vingtième anniversaire d'une indépendance gagnée au prix d'une longue et impitoyable guerre qui mit fin à cent trente ans de domination française et forgea, dans la tourmente et les bouleversements du conflit, les bases de la nouvelle nation algérienne. Un grand nombre d'ouvra-